FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



ETUDE 2026

Protéger nos enfants, une responsabilité collective

PAR PAULINE BEGUIN - NATURE & PROGRES BELGIQUE

NATURE & PROGRÈS BELGIQUE

Image © CONGERDESIGN (Pixabay)

Protéger nos enfants,

une responsabilité collective

Une étude réalisée par **Pauline Beguin**,
animatrice chez *Nature & Progrès*,

avec la participation de **Mireille De Graeuwe**, animatrice,
et de **Sylvie La Spina**, rédactrice chez *Nature & Progrès*.

2026

Nature & Progrès Belgique

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

RESUME

Les défis qui touchent les jeunes parents aujourd'hui sont nombreux. Chacune et chacun recherche la meilleure voie pour élever ses enfants en veillant à leur bien-être et en protégeant leur santé. Cette étude de *Nature & Progrès* souligne la difficulté d'accès à une information claire et rigoureuse en termes de prévention. Au-delà des actions que chaque parent peut mettre en place individuellement, protéger la santé des enfants relève d'une responsabilité collective et nécessite des politiques ambitieuses.

Comme le souligne l'accumulation des preuves scientifiques, la qualité de l'alimentation de l'enfant pendant les mille premiers jours, depuis la grossesse jusqu'à ses deux ans, est primordiale pour assurer une bonne santé pendant le reste de la vie. Or, la présence de résidus de pesticides dans les aliments et dans l'eau représente une menace peu évoquée dans les conseils de prévention de la santé.

Des programmes européens et nationaux misent sur la sensibilisation via les collations scolaires. Les distributions de produits laitiers, fruits et légumes s'accompagnent d'animations parfois réalisées par l'industrie agro-alimentaire, qui veut apprendre le « bien manger » aux enfants. Les produits ultra-transformés, nocifs pour la santé, ornent les distributeurs dans les lieux publics. Or, la composition d'une collation saine devrait être réfléchie comme un repas et reposer sur des produits bio, locaux et de saison.

L'évolution de la société conduit à une forte sédentarisation des parents et de leurs enfants, ce qui impacte directement leur bien-être et leur santé. Ici aussi, des actions politiques sont nécessaires pour rendre les espaces extérieurs accueillants et sûrs pour les enfants, favoriser la mobilité douce, donner accès à des espaces verts reconnectant avec le Vivant, par exemple, des cours d'écoles végétalisées.

Une politique ambitieuse passe par un nécessaire changement de paradigme. Des citoyens ont ainsi proposé de lancer une campagne « Génération sans pesticides » à l'instar de la « Génération sans tabac ». Plutôt que d'inciter les adultes à réduire l'exposition aux pesticides, il s'agirait de mettre en place des actions pour protéger les enfants des effets négatifs de ces substances. Elles passent par la sensibilisation des enfants et de leur entourage (y compris les professeurs et les médecins), mais aussi par des soutiens publics à la production et à la transformation bio, à la consommation bio des personnes les plus fragiles (notamment les femmes enceintes) et à l'alimentation collective. Un durcissement des normes de qualité alimentaire est également attendu pour protéger efficacement les jeunes des effets des résidus de pesticides.

S'il faut tout un village pour élever un enfant, il faut toute une société pour veiller sur son bien-être et protéger efficacement sa santé. *Pour notre santé et celle de la Terre.*

***

TABLE DES MATIERES

Résumé **3**
Table des matières **4**
Contexte **6**
Une alimentation saine dès le plus jeune âge 6
Renouer avec des activités extérieures 6
Objet et structure de l'étude **7**
Chapitre 1 : Les mille premiers jours **8**
Vous avez dit mille premiers jours ? 8
Que savons-nous ? 8
Quid de la prévention ? 9
Responsabilité individuelle et collective 9
En France, l'ordonnance verte 10
En Wallonie, les paniers « Mini-Pousses » 10
Un enjeu systémique 11
Chapitre 2 : Une collation saine et bio **12**
À quoi sert (vraiment) une collation ? 12
Ecouter sa faim 12
Faim ou fringale ? 13
Produits ultra-transformés 13
Du lait dans les écoles 14
Fruits et légumes pour collation 14
Une collation pédagogique ? 15
Composer une collation cohérente 16
Agir pour des collations saines 16
Chapitre 3 : Pour que les enfants retrouvent le chemin du dehors **18**
Un monde qui se rétrécit 18
Un phénomène, plusieurs origines 18
Des impacts sur la santé 19
Et sur le bien-être mental 19
Rendre le dehors aux jeunes 20
Sortir en famille 20
Déplacements scolaires 20

Végétalisation des cours d'école 21
Ecole du dehors 22
Une accessibilité pour tous ! 22
Chapitre 4 : Pour une génération sans pesticides 24
Tabac, pesticides, même combat 24
Quelles actions ? 24
Informer et sensibiliser 25
Soutenir financièrement 26
Renforcer les normes 26
Demain sans pesticides 27
Conclusion 29
Références 30

CONTEXTE

Depuis 50 ans, *Nature & Progrès* rassemble citoyens et producteurs bio soucieux de l'impact de l'évolution de notre société sur la santé humaine et planétaire. Les membres de l'association défendent un modèle alimentaire axé à la fois sur l'autoproduction alimentaire (potagers, basse-cour) et sur le développement d'une agriculture biologique nourricière, destinée à la consommation de proximité, constituée d'un réseau de fermes cultivant le lien avec les citoyens et entretenant un maillage écologique fort. Ils défendent le « vivre bio », un mode de vie privilégiant l'autonomie, le respect des cycles naturels et de l'environnement, *pour notre santé et celle de la Terre*.

Les parents, soucieux d'offrir les meilleures conditions à leurs enfants, sont aujourd'hui confrontés à de multiples défis.

UNE ALIMENTATION SAINE DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE

Au niveau alimentaire, si nos sociétés actuelles offrent énormément de choix dans les produits et garantissent une sécurité sanitaire renforcée, on observe que de nombreux pesticides et perturbateurs endocriniens s'invitent dans les assiettes. Or, il est aujourd'hui scientifiquement démontré que la qualité de l'alimentation de l'enfant pendant ses mille premiers jours (incluant la période de la grossesse) joue un rôle fondamental pour sa santé future. Pour assurer une bonne santé de l'enfant comme de l'adulte, la prévention passe par l'accès à une alimentation saine des femmes enceintes et des jeunes enfants. Elle doit se poursuivre ensuite via l'alimentation à la maison mais aussi dans les collectivités.

RENOUER AVEC DES ACTIVITÉS EXTÉRIEURES

Le mode de vie des enfants a également tendance à changer. Avec le développement des écrans et de la voiture, des agendas d'activités bien remplis, les jeunes passent de moins en moins de temps en extérieur et pratiquent moins d'activités sportives. Comment les parents peuvent-ils, à l'heure actuelle, donner aux enfants le goût des activités extérieures, de la marche et du vélo ? Et si les écoles avaient un rôle à jouer ?

Les parents restent souvent seuls avec leurs questions, à la recherche de réponses et de solutions. Or, la santé des enfants est un enjeu qui dépasse de loin la sphère de la famille. Une part importante de responsabilité repose sur les politiques publiques qui ont pour mission de protéger la santé humaine et environnementale. Des réflexions collectives sont nécessaires pour comprendre et analyser la situation actuelle, et pour émettre des revendications à l'attention des décideurs politiques.

OBJET ET STRUCTURE DE L'ETUDE

L'étude, rédigée dans sa plus grande partie par Pauline Beguin, animatrice chez *Nature & Progrès*, propose une analyse de différentes questions qui touchent aujourd'hui les parents soucieux de la bonne santé de leurs enfants.

La première partie de l'étude met en évidence le rôle fondamental de l'alimentation dans la santé immédiate mais aussi à long terme de l'enfant. La qualité des aliments pendant les mille premiers jours, incluant la période de grossesse, est cruciale pour prévenir les maladies. Dès lors, les possibilités de soutenir l'alimentation des femmes enceintes et des jeunes est analysée, et deux initiatives, l'une française, l'autre belge, sont présentées.

Passé le jeune âge, les questions alimentaires se poursuivent, notamment celle des collations. Faut-il, ou non, permettre aux enfants de manger entre les repas ? Quels aliments préconiser ? L'étude remet en question certaines idées reçues et pratiques ancrées dans notre culture depuis la période d'après-guerre à la lueur des données scientifiques actuelles. Elle analyse l'évolution des pratiques et les programmes de soutien public pour des collations saines.

Outre l'alimentation, le mode de vie de nos enfants a fortement changé ces dernières décennies. L'étude se penche sur le phénomène des « enfants d'intérieur », constatant que les jeunes sont beaucoup moins en contact avec l'extérieur et physiquement moins actifs. Elle identifie les causes de cette évolution, les conséquences en termes de santé publique, les freins à la réappropriation de l'espace public et des solutions individuelles et collectives à cette problématique.

Comment agir pour une génération sans pesticides ? Ce chapitre fait l'état de réflexions de groupes citoyens animés par *Nature & Progrès* au cours de l'année 2026. Il propose un changement d'angle dans les actions à mettre en place pour protéger les enfants des résidus de pesticides présents dans leur alimentation et leur environnement, et détaille différentes mesures politiques permettant d'agir dans ce sens.

A travers ses différents chapitres, cette étude invite le lecteur à construire son point de vue sur la question, à adapter ses pratiques individuelles et à imaginer des solutions collectives à ces enjeux, *pour notre santé et celle de la Terre*.

***

CHAPITRE 1 : LES MILLE PREMIERS JOURS

Le bien-être des enfants se joue avant la naissance : le fœtus peut être exposé très tôt aux pollutions chimiques. Garantir une alimentation de qualité, sans pesticides, pendant la grossesse et tout au long des mille premiers jours, est un enjeu majeur de santé publique.

Par Mireille De Graeuwe, animatrice, et Sylvie La Spina, rédactrice chez *Nature & Progrès*

Les mille premiers jours de la vie constituent une période cruciale où l'exposition aux pesticides peut laisser des traces durables. Lors des rencontres citoyennes préparatoires de la table-ronde de l'Odyssée pour la santé (30/10/2025 à Gembloux), les participants ont mis en lumière que protéger la santé dès la grossesse et la petite enfance n'est pas seulement une question individuelle : c'est un enjeu collectif qui engage l'alimentation, l'agriculture et nos choix de société.

VOUS AVEZ DIT MILLE PREMIERS JOURS ?

Les « mille premiers jours » s'étendent de la conception - c'est-à-dire la période prénatale - jusqu'à l'âge d'environ deux ans. Ils incluent donc la grossesse et les premiers mois de vie, comprenant les débuts de l'alimentation et sa diversification. Cette fenêtre est considérée comme déterminante car elle constitue une phase d'organisation et de programmation du développement biologique, immunitaire, neurologique, métabolique et endocrinien. Toute perturbation – notamment par des contaminations chimiques – peut avoir des effets durables ou même irréversibles. Le concept retient l'attention des professionnels de santé, des chercheurs, et d'autres acteurs, parce qu'il indique un moment privilégié pour agir et prévenir plutôt que réparer.

QUE SAVONS-NOUS ?

Les pesticides, et plus largement les contaminations chimiques (résidus alimentaires, polluants atmosphériques, perturbateurs endocriniens…) entrainent des risques accentués pendant les mille premiers jours. Plusieurs études scientifiques démontrent cette vulnérabilité. Pendant la grossesse, des pesticides peuvent traverser la barrière placentaire et atteindre le fœtus. Une étude italienne récente menée sur des souris montre que l'exposition périnatale au chlorpyrifos, un insecticide organophosphoré, peut induire, à l'âge adulte, des altérations du sommeil et de la respiration ainsi qu'une réponse neuro-inflammatoire accrue[1]. Des chercheurs français ont démontré que pendant les mille premiers jours, les perturbateurs endocriniens peuvent modifier durablement la programmation biologique de l'enfant et induire des risques accrus de troubles respiratoires, métaboliques ou neurodéveloppementaux[2]. Lors de ses conférences, Bruno Schiffers, professeur honoraire de l'ULiège, interpelle sur l'accumulation des preuves démontrant le lien entre les troubles du développements (TDAH, autisme, leucémie, etc.) et les pesticides[3].

QUID DE LA PRÉVENTION ?

Malgré ces évidences, il n'existe pas de dispositifs de prévention de l'exposition aux pesticides des femmes enceintes et des jeunes enfants.

Dans la brochure « Mon carnet de grossesse »[4] de l'ONE (Office de la Naissance et de l'Enfance), au chapitre « Votre alimentation », aucune allusion n'est faite aux résidus de pesticides présents dans les produits conventionnels. « *Il n'est pas nécessaire de manger pour deux, mais deux fois mieux ! Dès le début de la grossesse, en adoptant une alimentation variée et équilibrée, votre enfant reçoit tout ce dont il a besoin en quantité et en qualité. Et vous aussi.* » Buvez à votre soif, mangez 250 grammes de fruits et minimum 300 grammes de légumes par jour, du poisson une à deux fois par semaine, des féculents à chaque repas, viande, volaille, œufs bien cuits, produits laitiers, matières grasses variées… Mais il faut éviter le tabac, la drogue, l'alcool et les médicaments (sans avis médical). Pour protéger le futur bébé des polluants, il faut ouvrir les fenêtres, éviter les désodorisants, parfums d'intérieur, insecticides et limiter et mieux choisir les cosmétiques. Comme si l'alimentation ne pouvait pas jouer de rôle dans l'exposition à des substances toxiques.

Quid de l'eau ? D'après l'ONE, « e*n règle générale, l'eau qui arrive à nos robinets étant déjà extrêmement contrôlée, il n'y a pas de raison d'utiliser un système de purification*. »[5] Les fournisseurs d'eau de distribution (INASEP[6], SWDE[7]) assurent également la fiabilité de l'eau prélevée au robinet. Un monitoring de 2023 a en effet montré que tous les captages de la SWDE respectent les normes en vigueur, y compris de PFAS[8]. Pourtant, le ministre wallon de la santé, Yves Coppieters, a déclaré, dans l'émission *Investigations* de la RTBF, que « *les femmes enceintes et les nourrissons ne doivent pas consommer l'eau de distribution* ». En cause, des teneurs en PFAS « pas si faibles que ça ». Une étude de *Nature & Progrès* et *PAN Europe* a révélé que, sur 19 échantillons d'eau en bouteille et 36 prélèvements d'eau du robinet, la moitié dépasse une teneur de 500 nanogrammes par litre de PFAS totaux[9]. Des résultats contradictoires avec ceux énoncés par la SWDE sur son site. En effet, le TFA, PFAS le plus abondant dans l'environnement et nocif pour la santé, n'était pas analysé lors du monitoring de 2023 sur lequel s'appuie la SWDE.

Cette affaire montre que les citoyens sont en manque d'informations fiables et de mesures strictes permettant de protéger leur santé et celle de leurs enfants.

RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE

Il est crucial d'insister sur une nuance fondamentale : la protection des enfants contre les polluants ne relève pas uniquement de la responsabilité individuelle des parents ou des citoyens. Comme le souligne Céline Bertrand, experte en santé environnementale, les politiques nient l'évidence scientifique en matière de pesticides et santé, et « *on persiste à sacrifier la santé, et notamment celle des enfants, sur l'autel de la prospérité* »[10]. Les parents ne peuvent pas porter seuls ce fardeau : c'est une question de cadre sociétal, de choix relatifs au modèle agricole, de réglementation des pesticides, de systèmes alimentaires accessibles et publics. Il s'agit d'une responsabilité collective : institutions, décideurs, agriculteurs, administration publique et

citoyens ensemble. Dans ses actions d'éducation permanente, *Nature & Progrès* contribue à rendre visible ces liens entre agriculture, alimentation, santé et environnement, de permettre une réflexion critique et émancipatrice plutôt que de laisser chacun cheminer seul. D'autres acteurs mettent également des initiatives intéressantes en place.

En France, l'ordonnance verte

La ville de Strasbourg s'est engagée dans une démarche exemplaire de santé environnementale à travers son programme « Ordonnance verte », une initiative visant à réduire l'usage des pesticides et à promouvoir des pratiques écologiques dans tous les espaces de vie[11]. Cette politique locale, portée conjointement par les services municipaux, les associations et les habitants, place la santé publique et la préservation de la biodiversité au cœur des priorités urbaines. Dans cette logique, la municipalité a lancé, en 2022, un dispositif innovant à destination des femmes enceintes : la distribution hebdomadaire de paniers de légumes bio et locaux, accompagnée de deux ateliers consacrés aux perturbateurs endocriniens, substances particulièrement nocives pendant la grossesse.

A ce jour, plus de 29.000 paniers ont été distribués, soutenant à la fois la santé des mères et des bébés, l'agriculture biologique locale et la protection des ressources naturelles. Ils sont proposés dans treize points de collecte répartis dans les différents quartiers strasbourgeois, afin de garantir une équité territoriale et un accès facilité pour toutes les femmes, y compris celles des quartiers prioritaires. Cette action repose sur une large mobilisation : 250 professionnels de santé (gynécologues, sage-femmes et médecins généralistes) peuvent prescrire l'Ordonnance verte, pour des durées variant de deux à sept mois selon le revenu familial des bénéficiaires.

Pour aller plus loin, la ville s'associe à la recherche scientifique. Une étude clinique menée par l'Inserm et les hôpitaux universitaires de Strasbourg vient de démarrer. Elle vise à mesurer la concentration de perturbateurs endocriniens dans les urines des femmes enceintes avant et après leur participation au dispositif, afin d'en démontrer l'efficacité.

Les retombées observées sont déjà significatives : une enquête de satisfaction révèle que 93 % des participantes ont modifié leurs habitudes, notamment alimentaires, après avoir participé au programme. Pour Alexandre Feltz, adjoint à la santé, il s'agit bien d'un projet politique à part entière, visant à transformer durablement les comportements plutôt qu'à simplement informer. De nombreuses bénéficiaires comme Alexianne, 28 ans, témoignent de cette prise de conscience : « *J'ai clairement changé mes pratiques : j'ai remplacé toutes mes casseroles en Teflon® et j'ai arrêté d'utiliser des bougies parfumées*.[12] ». Cette initiative fait de Strasbourg un modèle inspirant de politique intégrée : une ville peut, à son échelle, réinventer la prévention et rendre la santé environnementale accessible à toutes et tous.

En Wallonie, les paniers « Mini-Pousses »

Inspiré par l'initiative strasbourgeoise, Fréderic Jadoul, producteur de la coopérative *Agricovert*, a voulu répliquer le modèle en Wallonie. L'initiative voit le jour grâce à l'obtention d'une aide de 10.000 euros qui permet à 80 femmes enceintes de bénéficier chaque semaine d'un panier bio. L'aide inconditionnelle veut réduire l'exposition des mamans et de leurs bébés aux intrants chimiques pendant trois à neuf mois de grossesse. *Agricovert* souhaite faire perdurer l'action et

est à la recherche d'autres partenariats, subventions publiques et éventuellement contributions volontaires de certaines familles bénéficiaires. Ce projet pourrait aussi s'inscrire dans le cadre plus large d'une « sécurité sociale de l'alimentation », c'est-à-dire la reconnaissance de l'alimentation saine comme un droit, et non comme un produit de luxe.

Les initiatives de la ville de Strasbourg et d'*Agricovert* offrent des repères concrets : on peut agir, on peut construire des alternatives dans la durée. Réduire les contaminations pendant les mille premiers jours passe par des politiques publiques et des systèmes alimentaires repensés.

UN ENJEU SYSTÉMIQUE

Protéger la santé dès les premiers jours de vie dépasse les initiatives locales : il s'agit d'un enjeu global qui touche l'agriculture, l'alimentation et la société tout entière. La perspective des mille premiers jours ouvre une approche systémique.

L'agriculture doit passer d'un modèle intensif fondé sur l'usage systématique de traitements chimiques à un modèle bio qui privilégie la biodiversité, les rotations de cultures, les engrais organiques et autres méthodes culturales préventives. Il est aussi indispensable de garantir un accès pour toutes et tous, dès la naissance, à ces aliments de qualité. Les politiques de santé publiques doivent reconnaître que les choix agricoles et alimentaires sont partie prenante de la santé, non un secteur à part. En matière de justice sociale, il faut veiller à ce que les alternatives ne soient pas réservées à un segment privilégié : les familles les plus vulnérables sont souvent les plus exposées. La responsabilité ne peut pas reposer uniquement sur les individus, mais doit être partagée par la société, les institutions, les agriculteurs et les citoyens. Les initiatives locales sont essentielles, mais elles doivent s'inscrire dans une logique de transformation globale.

Penser les mille premiers jours, c'est intervenir très tôt, avant même la naissance, pour prolonger les effets bénéfiques dans le temps.

Pour *Nature & Progrès*, il s'agit de poursuivre et de renforcer notre engagement. Nous œuvrons pour une agriculture au service de la vie, respectueuse de la nature, des hommes et des générations futures. En focalisant l'attention sur les mille premiers jours, nous choisissons de placer la santé, la qualité de l'alimentation et l'agriculture biologique au cœur d'un projet de société. Chaque petit pas vers une réduction des contaminations compte. Agir tôt rend possible un avenir où enfants et parents vivent dans un environnement plus sain, nourris d'alternatives plutôt que d'additifs.

***

CHAPITRE 2 : UNE COLLATION SAINE ET BIO

Une collation peut soutenir notre énergie et notre santé… ou au contraire alimenter la fatigue, le grignotage et la consommation d'aliments ultra-transformés. Revisitons ce geste banal à la lumière des informations nutritionnelles et des enjeux de l'agriculture biologique.

Par Pauline Beguin, animatrice, et Sylvie La Spina, rédactrice chez *Nature & Progrès*

« *C'est l'heure du quatre heures !* ». Les enfants arrivent en courant dans la cuisine pour prendre leur goûter. Le « petit creux » de l'après-midi - et parfois du milieu de matinée - fait partie de nos habitudes culturelles. Au 13ème siècle, le terme « collation » désignait une conférence suivie par les moines en soirée. Le sens a évolué pour désigner le léger repas que prenaient les religieux pendant cette lecture[13]. Aujourd'hui, la collation désigne tout aliment pris en dehors des repas structurés. D'après l'enquête nationale de consommation alimentaire 2014-2015[14], en Belgique, deux personnes sur trois consomment une collation au moins une fois par semaine. Parmi celles-ci, trois personnes sur quatre prennent un goûter en milieu d'après-midi. Est-il bon de prendre une collation entre les repas ? Et si oui, que choisir, pour soi et pour ses enfants ?

À QUOI SERT (VRAIMENT) UNE COLLATION ?

La collation peut compléter un repas trop léger ou soutenir la concentration et l'énergie quelques heures de plus. Une première attention est donc d'écouter son corps et de laisser venir la sensation de faim avant de sortir de l'armoire, de son frigo ou de son sac à dos l'aliment qui fera la soudure avec le repas suivant.

Le goûter de l'après-midi, chez les enfants comme chez les adultes, peut être un atout nutritionnel dans la journée. Composé comme un repas léger mais complet et non comme un encas, il joue un rôle structurant. Pris trois à cinq heures après un repas complet, un goûter permet de stabiliser la glycémie, de soutenir la production de sérotonine – neurotransmetteur impliqué dans l'apaisement et le bien-être – et d'éviter d'arriver affamé et irritable au repas du soir.

Ecouter sa faim

Dans la pratique, cependant, la plupart des collations sont consommées par automatisme, ennui, stress ou mimétisme social, plutôt qu'en réponse à une sensation de faim. Les prises alimentaires deviennent alors déconnectées des besoins du corps, favorisent des apports énergétiques excédentaires et réduisent la capacité à percevoir la faim et la satiété. Les enfants comme les adultes doivent donc apprendre à écouter leur corps et à ne manger une collation qu'en cas de besoin.

Faim ou fringale ?

Encore faut-il savoir décoder la sensation de faim. Les aliments contenant des sucres rapides provoquent un pic de glycémie qui induira, quelques heures plus tard, une baisse brutale du taux de glucose dans le sang. La sensation de faim réapparaît alors sous forme de fringales. Au contraire, pour un même apport énergétique, les sucres complexes sont digérés plus lentement, ce qui réduit les pics de glycémie et retarde la sensation de faim. L'index glycémique des aliments a donc un rôle majeur.

Etant donné que nous sommes naturellement attirés par le sucre, l'industrie alimentaire en ajoute dans les produits transformés. Il y en a dans les chips, dans les plats préparés, et dans des produits théoriquement aussi simples que le jambon. Pour les diabétiques, c'est le parcours du combattant. Pour celles et ceux qui cherchent une alimentation saine aussi !

Réduire sa consommation de sucres rapides est important pour éviter les sensations de faim liées aux variations rapides de glycémie. Or, notre culture alimentaire forgée par la publicité laisse une large place aux aliments sucrés dès le matin : tartine au *Nutella®*, céréales (sucrées) petit déjeuner… Sans oublier la tasse de lait chocolaté ou le jus d'oranges.

Apprendre à écouter sa sensation de faim et à éviter les fringales est un premier grand pas. Il passe par l'évitement de certains produits d'alimentation courante riches en sucres rapides. L'étape suivante est de choisir la nature de la collation.

PRODUITS ULTRA-TRANSFORMÉS

Ici aussi, les produits ultra-transformés s'invitent le plus souvent dans les cartables. La présence de distributeurs de snacks et de boissons sucrées dans les écoles et les lieux publics illustre l'omniprésence de l'offre de collations de ce type. Ils se caractérisent par une formulation industrielle complexe : la liste des ingrédients, particulièrement longue, reprend, outre des produits « de base », des auxiliaires de conservation, des arômes, colorants, édulcorants et autres additifs dits « cosmétiques ». Une large littérature montre que des régimes riches en ces produits sont associés à une augmentation du risque d'obésité, de diabète de type 2, de maladies cardiovasculaires, de dépression et de mortalité prématurée, même à apport calorique équivalent[15].

D'après l'enquête nationale de consommation alimentaire 2014-2015[16] en Belgique, seuls 2 % des enfants et adolescents et 7 % des adultes suivent les recommandations en matière de consommation modérée d'aliments du « groupe résiduel » : sucreries, biscuits, chocolats, snacks salés ou frits, boissons sucrées et alcoolisées. La consommation de biscuits et de gâteaux s'élève à 43 grammes par jour en moyenne et celle de chocolat à 29 grammes par jour. C'est chez les enfants de six à treize ans qu'elle culmine avec 58 grammes par jour de biscuits et 41 grammes de chocolat.

Nos choix sont fortement influencés par la publicité, le marketing ciblé vers les enfants et l'architecture de l'offre alimentaire.

Les produits ultra-transformés occupent jusqu'à 80 % des linéaires dans certaines grandes surfaces. Dans ce contexte, il devient difficile de se baser sur ses sensations de faim, de satiété et de plaisir gustatif authentique : le système alimentaire façonne nos comportements bien plus que nous ne le pensons. Pour nous aider à adopter une alimentation saine, des programmes nationaux ou européens sont à pied d'œuvre. Objectif : subventionner des collations saines et instaurer de bonnes habitudes alimentaires dès le plus jeune âge. Que préconisent-ils au juste ?

DU LAIT DANS LES ÉCOLES

« *Pour être studieux, solides, forts et vigoureux, buvez du lait !* » Tel fut le slogan de Pierre Mendès France lorsqu'il instaura la distribution gratuite de lait à l'école en France à la rentrée 1954. Cette action avait lieu dans un contexte d'après-guerre marqué par la peur des carences nutritionnelles. Le lait distribué aux enfants permit de lutter contre la malnutrition et l'alcoolisme chez les jeunes[17]. La Belgique suivit le mouvement dans les années 1960, avant l'instauration d'un programme européen officiel en 1976. Aujourd'hui encore, l'action se poursuit : pour l'année scolaire 2025-2026, la Belgique aura subventionné, via le fonds européen, pour 3,8 millions d'euros de distributions de fruits et légumes, et pour 1,4 millions d'euros de produits laitiers[18].

Les bienfaits de la collation lactée à l'école sont cependant aujourd'hui remis en question[19]. Si elle était utile à une époque où les enfants ne prenaient pas toujours un petit déjeuner équilibré à la maison, ce n'est plus le cas à présent comme le montrent les enquêtes alimentaires plus récentes[20]. L'enjeu, aujourd'hui, n'est plus la sous-alimentation : c'est l'obésité qui touche de plus en plus de jeunes. En France, l'Agence sanitaire met en évidence que la collation matinale ne réduit pas la prise alimentaire au repas suivant et augmente l'apport énergétique total d'environ 4 % par jour[21].

FRUITS ET LÉGUMES POUR COLLATION

Depuis 2009, l'Union européenne soutient également la distribution de fruits et légumes dans les écoles. Moins caloriques que les produits laitiers, ils posent moins de problèmes au niveau du surplus énergétique. Par ailleurs, les données de l'enquête nationale de consommation alimentaire 2022-2023 montrent qu'en Belgique, seuls 7 % des adultes consomment suffisamment de légumes, et environ 10 % suffisamment de fruits, au regard des recommandations (250 g de fruits et 300 g de légumes par jour)[22]. Utiliser une collation pour augmenter la part de fruits et légumes frais et de saison constitue donc un levier majeur d'amélioration de l'alimentation.

Une pomme pour la collation, quelle bonne idée ! Mais choisissez-la bio… Selon une étude réalisée par *PAN Europe* sur 59 échantillons de pommes prélevés dans différents pays, 93 % contenaient au moins un résidu de pesticides. La présence, dans 71 % des fruits testés, de pesticides candidats à la substitution, des molécules reconnues toxiques par l'Europe qui préconise leur remplacement par d'autres produits dès que possible, interpelle, tout comme la présence de polluants éternels (PFAS) dans 64 % des échantillons. Seuls quatre échantillons sur 59 auraient été autorisés à la consommation pour les bébés si les critères « babyfood » applicables aux produits transformés (purées, compotes, etc.) s'appliquaient également aux

produits frais. Notons qu'une telle étude a également été réalisée quelques mois plus tard pour les fraises, mettant en évidence des niveaux de contaminations similaires[23].

Pour *Nature & Progrès*, qui a participé à ces études pour l'analyse des pommes et des fraises belges, il est nécessaire d'informer les parents des risques liés à la consommation par leurs enfants de fruits et légumes non bio. Au-delà des choix individuels, les autorités belges et européennes sont appelées à prendre des mesures plus strictes pour protéger la santé de tous. Or, la tendance actuelle vise une réduction de cette protection : le projet de réglementation Omnibus veut supprimer l'obligation de réévaluation de la toxicité des pesticides initialement prévue tous les 10 à 15 ans[24]. Par ailleurs, le Conseil Supérieur de la Santé ne formule, à ce stade, pas de recommandations spécifiques sur l'alimentation biologique, préférant rester centré sur les groupes d'aliments et les quantités. Pourtant, plusieurs outils de sensibilisation soulignent encore discrètement l'importance de modes de production plus respectueux des écosystèmes et de la santé humaine.

UNE COLLATION PÉDAGOGIQUE ?

Les programmes de distribution de collations dans les écoles visent une amélioration de la nutrition des enfants, mais aussi l'adoption de bonnes habitudes sur le long terme. Elles s'accompagnent donc de temps de sensibilisation par l'intermédiaire d'animations et d'outils didactiques adaptés aux jeunes depuis la maternelle. Si cette information fut, dans un premier temps, donnée par le corps enseignant, elle est de plus en plus assurée par des intervenants extérieurs.

Quelle ne fut pas la surprise du journaliste français Hugo Clément lorsque sa belle-fille de huit ans lui dit, à la sortie de l'école : « *Tu sais, ce n'est pas bon de manger des fruits le matin. Il vaut mieux boire du lait.* » Enquête faite, la « dame » venue animer la classe était envoyée par le CNIEL (Centre national interprofessionnel de l'économie laitière) pour expliquer aux enfants l'importance de consommer des produits laitiers quatre fois par jour[25]. Cet organisme, né en 1974 (deux ans avant le début du programme de soutien européen aux produits laitiers dans les écoles), est financé par des cotisations obligatoires à tous les échelons de la filière laitière. Ses missions sont de développer la filière laitière au niveau économique, de stimuler transformation et progrès dans le secteur et de promouvoir et informer sur la filière et les produits laitiers. Le CNIEL assure donc des animations dans les écoles, mais aussi grâce à une communication choisie, via la réalisation d'un manga et des collaborations avec des influenceurs et créateurs de contenus[26].

Par cette dérive, on se rend compte que la promotion des produits laitiers dans les écoles représente une opportunité pour influencer le consommateur à la base via l'adoption de comportements alimentaires dès le plus jeune âge.

Cette option est utilisée par les lobbys de la filière laitière pour stimuler la demande, avec le soutien des pouvoirs publics qui financent ces campagnes de distribution. En 1976 déjà, le programme lait dans les écoles se justifiait par la nécessité d'écouler les excédents de production. Enjeux économiques et sociaux font-il vraiment bon ménage ?

Les enfants devraient être protégés de la publicité, que ce soit celle des distributeurs alimentaires placés dans les écoles et lieux fréquentés par les jeunes, ou celle des animations réalisées à l'école par le secteur agro-alimentaire.

COMPOSER UNE COLLATION COHÉRENTE

Une collation utile se compose comme un repas : une base végétale, une source de fibres et de bonnes graisses, une source de protéines, avec une part minimale de produits raffinés ou ultra-transformés. Pour le goûter, la formule suivante peut servir de fil conducteur : une portion de fruits et/ou de légumes frais (entiers, en bâtonnets, en quartiers), une poignée de graines ou de fruits à coque non salés (noix, noisettes, amandes, graines de tournesol ou de courge) pour apporter fibres, protéines végétales et lipides de qualité et, selon les besoins, un complément céréalier, lacté ou des légumineuses (tranche de pain au levain à base de céréales complètes, granola peu sucré, yaourt nature…).

Les légumineuses figurent parmi les priorités identifiées par le Conseil Supérieur de la Santé dans les « Food Based Dietary Guidelines » : en augmenter la consommation est l'un des axes clés pour une alimentation à la fois saine et respectueuse de l'environnement. Elles trouvent toute leur place dans les collations, sous forme de tartinades salées ou sucrées, de cakes ou de biscuits maison.

Le goûter, davantage que la collation du matin, est le moment idéal pour intégrer une « note sucrée » choisie et assumée : un fruit bien mûr, un carré de chocolat noir équitable, une préparation maison à base de légumineuses, plutôt qu'un biscuit industriel standardisé.

AGIR POUR DES COLLATIONS SAINES

Pour la santé de nos enfants, la nôtre et celle de la Terre, redonnons à la collation sa juste place. Ni diabolisation, ni automatisme : la collation a pour rôle de soulager une sensation de faim qui se déclare entre deux repas structurés de la journée. Elle constitue une opportunité pour enrichir notre consommation en fruits, en légumes, en légumineuses ou en céréales complètes, des aliments qui manquent généralement à l'équilibre de nos régimes quotidiens. A condition de bien choisir ses ingrédients, frais et bio, et d'éviter les produits ultra-transformés enrichis en sucres, graisses, sel et additifs, la collation est l'occasion d'éduquer le goût de nos enfants et de réapprendre à manger dans le respect de notre santé et de celle de la Terre.

***

CHAPITRE 3 : POUR QUE LES ENFANTS RETROUVENT LE CHEMIN DU DEHORS

De nos jours, enfants et adolescents passent beaucoup de temps entre quatre murs. Jeux, sociabilisation, découvertes : tout se fait désormais dans le cocon numérique du domicile. Apparue dans les années 2000, cette tendance s'est accentuée avec la crise sanitaire, l'urbanisation, la peur de l'insécurité et la pression sociale sur les parents. Mais à long terme, quelles sont les conséquences pour cette génération d'intérieur. Quelles solutions ?

Par Pauline Beguin, animatrice, et Sylvie La Spina, rédactrice chez *Nature & Progrès*

UN MONDE QUI SE RÉTRÉCIT

Autrefois associé à l'exploration, à la découverte, aux promesses de liberté, le monde extérieur est aujourd'hui synonyme de virus, d'insécurité, de froid, de danger, de pollution. Le terme d'« enfants d'intérieur » a été théorisé en 2006 par deux géographes néerlandais, Lia Karsten et Willem van Vliet, pour décrire un phénomène mondial[27]. Dans son rapport « Quelle place pour les enfants dans les espaces publics et la nature ? », le Conseil supérieur français de l'enfance et de l'adolescence (HCFEA) confirme, en 2024, l'ampleur du phénomène[28].

Le "cocon numérique" remplace le jardin, et l'aventure se vit par procuration.

UN PHÉNOMÈNE, PLUSIEURS ORIGINES

Ce repli sur soi provient de causes multiples. Parmi elle, l'évolution des habitudes familiales et des normes éducatives, le manque d'accès à un espace adapté et sécurisé et l'utilisation des écrans.

Les enfants sont, en premier lieu, le reflet du comportement des adultes. La plupart sont coincés dans un rythme d'intérieur : travail, déplacement en voiture, ménage, soirées télé ou écran. D'après un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé, les adultes passent 90 % de leur temps en intérieur[29]. Du coté des enfants, on pourrait penser que la plupart des activités de loisirs sont orientées vers l'extérieur, que jouer dehors fait partie intégrante de l'enfance. La réalité est souvent tout autre. D'après le rapport de l'HCFEA, les activités pratiquées hors du temps scolaire sont essentiellement en intérieur et sédentaires. Et les enfants ont, comme les adultes, un agenda tellement chargé qu'il est difficile de profiter des jardins ou des espaces publics dans des horaires adaptés.

Du coté des causes familiales et normes éducatives, il faut aussi noter un véritable phénomène sociétal du parent parfait. « *La présence d'enfants non accompagnés dans les espaces publics éveille la suspicion, les laisser jouer ou se déplacer sans surveillance étant progressivement devenu un marqueur de négligence, voire d'irresponsabilité parentale* », explique Clément Rivière, maître de conférences en sociologie à l'Université de Lille[30].

Les quartiers, les villes et même les campagnes se sont transformés depuis quelques années avec un urbanisme inadapté faisant la part belle à la circulation des véhicules à moteur, la réduction de la taille des trottoirs ou leur encombrement, celle des espaces verts ou encore la pollution de l'air. De plus, avec l'urbanisation, on assiste à une déconnection physique et à un éloignement des habitations avec des espaces naturels.

La question du rapport aux écrans n'échappe à personne. Les enfants et les jeunes sont directement concerné par cette problématique. En commençant par la télévision puis par les jeux vidéo, la dépendance aux écrans est ensuite alimentée par *Tiktok, Snapchat* et toutes les autres applications conçues pour capter et garder en otage l'attention et le temps des utilisateurs. Outils de substitution contemporains au manque de socialisation, ils créent un mur supplémentaire entre les enfants et le monde « réel » extérieur.

Que se passe-t-il lorsque l'horizon d'une génération se rétrécit ? Les conséquences sont nombreuses : détérioration de la santé, déconnexion physique avec la nature, mentale et culturelle.

DES IMPACTS SUR LA SANTÉ

Dans son rapport « Enfants et écrans. A la recherche du temps perdu », une Commission mise en place à la demande du Président de la République française met en lumière les effets délétères de la surexposition numérique pour les enfants[31]. « *Un consensus scientifique net se dégage sur les conséquences néfastes des écrans sur plusieurs aspects de la santé somatique des enfants et des adolescents. En particulier, l'utilisation des écrans contribue, directement ou indirectement, selon une relation dose-effet, aux déficits de sommeil, à la sédentarité et au manque d'activité physique, à l'obésité et à l'ensemble des pathologies chroniques qui en découlent, ainsi qu'aux problèmes de vue.* » Une expertise de l'Agence française de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) révèle, en 2020, qu'un enfant de 11 à 17 ans sur deux présente « un risque sanitaire très élevé », passant « plus de quatre heures trente par jour devant un écran » et/ou effectuant « moins de vingt minutes d'activité physique par jour »[32]. Des troubles du comportement alimentaire sont également associés à la sédentarité. La Fédération française de cardiologie fait état d'une étude australienne qui constate que les enfants ont perdu, en quarante ans, 25 % de leur capacité cardiovasculaire en raison de cette sédentarité chronique, ce qui entraine surpoids ou obésité.

De manière plus subtile, un mode de vie d'intérieur réduit la mise en contact avec les microbes, ce qui amène à la diminution de notre biodiversité microbienne avec des conséquences sur notre immunité (lire notre analyse n°2025/16[33]). En vivant en contact avec une biodiversité naturelle, les enfants renforcent leur microbiote intestinal, qui devient plus résilient et mieux équilibré. Les microbes, qu'ils proviennent des fermes ou de l'alimentation, jouent un rôle central dans la modulation de notre système immunitaire.

ET SUR LE BIEN-ÊTRE MENTAL

La recherche B@SEBALL, menée de 2020 à 2024 dans des écoles primaires par l'Université d'Anvers avec plusieurs partenaires, a contribué à démontrer qu'un environnement vert à l'intérieur et autour des écoles peut contribuer au bien-être mental des enfants et au

développement d'un système immunitaire sain[34]. L'effet est particulièrement important dans les zones urbanisées où l'exposition à la pollution augmente et où le contact des élèves avec la nature diminue.

La déconnection mentale avec l'envahissement de notre espace-temps par les écrans est tout aussi problématique. On peut tout d'abord déplorer une perte d'autonomie des enfants qui n'explorent plus leur environnement par eux-mêmes et ne s'entrainent plus à se repérer dans l'espace. Ce mode de vie poussé à l'extrême peut aussi mener à l'isolement et à la perte de relations sociales.

La sédentarité entraine aussi une perte de connexion à la nature. La protection de l'environnement dépend du rapport qu'on entretient avec lui. La relation à la nature dès le plus jeune âge est un véritable levier pour atteindre les objectifs de soutenabilité et un futur souhaitable et durable en ligne avec les défis futurs. Ces quelques arguments, non exhaustifs, illustrent l'urgence d'agir.

RENDRE LE DEHORS AUX JEUNES

Il est temps de repenser les besoins des enfants de jouer dehors et d'accéder à la nature comme un droit fondamental. Reconnecter les jeunes au Vivant et à leur territoire est devenu une priorité pour un futur durable. Mais comment y parvenir concrètement ? Les solutions se situent à plusieurs niveaux : individuel, collectif et institutionnel.

Garantir à tous les enfants un accès équitable et quotidien à la nature est un enjeu sociétal de santé publique.

Sortir en famille

La première étape consiste à montrer l'exemple. Sortir en famille, marcher, jardiner, explorer un parc ou une forêt sont autant de gestes simples qui réintroduisent le plaisir du dehors. Pour les premières sorties, il est essentiel d'accompagner les enfants, de repérer des aires de jeux sécurisées et de leur apprendre les comportements adaptés face aux dangers, notamment la circulation automobile. Les équiper correctement pour qu'ils soient confortables en toute saison est également indispensable : vêtements chauds, imperméable, bottes… Ces détails font la différence entre une sortie agréable et une expérience rebutante. Ces premiers pas encadrés pourront redonner confiance aux parents et réhabiliter le jeu libre en extérieur comme une pratique saine et nécessaire.

Déplacements scolaires

Les déplacements entre domicile et école sont également au cœur des enjeux. Selon l'enquête BELDAM[35], 46 % des parents bruxellois conduisent en voiture leurs enfants à l'école dans l'enseignement fondamental et 14 % dans le secondaire, tandis qu'en Wallonie, ces chiffres grimpent à 74 % et 42 %[36]. La distance entre le lieu de vie et le lieu d'enseignement explique en grande partie ces différences : pour l'enseignement secondaire, 45 % des enfants bruxellois

habitent à moins d'un kilomètre de leur école, contre 13 % en Wallonie. Les zones rurales manquent également de transports en commun. Comme le soulève la *Ligue des familles*[37], 24 % des parents préfèrent conduire leurs enfants en voiture pour des raisons de sécurité, contribuant alors eux-mêmes à l'insécurité aux abords des écoles… Des initiatives collectives se fraient un chemin : le *Pédibus,* et son équivalent à deux roues, le *Vélobus,* sont des systèmes de ramassage scolaire. L'association *Tous à pied* en explique le principe : « *Un groupe d'enfants à partir de quatre ans est mené à tour de rôle par des accompagnateurs sur le chemin de l'école. Comme le bus, le PédiBus accueille les enfants en différents endroits d'un itinéraire prédéfini et selon un horaire fixe. Les enfants qui habitent trop loin de l'école pour venir à pied sont conduits à un arrêt du PédiBus*. »[38] Cette initiative réactive la solidarité entre familles et générations.

Végétalisation des cours d'école

Les cours d'école constituent également un levier pour reconnecter les jeunes avec les activités de plein air. Considérées comme un espace exutoire pour les jeunes entre les temps d'apprentissage scolaire, elles ont longtemps été bétonnées, faciles à nettoyer et à surveiller. Depuis une quinzaine d'années se développent des initiatives de végétalisation des cours : les espaces sont reconquis, redessinés pour en faire des lieux d'apprentissage permettant l'exploration sensorielle. Face aux enjeux climatiques, les cours de récréation deviennent des ilots de fraîcheur et accueillent à nouveau la biodiversité, ce qui permet une reconnexion des jeunes avec le Vivant.

La végétalisation des cours ne se limite pas à remplacer le béton par de la terre, des copeaux de bois et des plantes. Elle s'accompagne d'une véritable réflexion sur l'enseignement, sur l'inclusion et dessine un nouveau contrat entre l'école et la nature. Les jardins permettent de renforcer les liens entre corps enseignant, enfants et parents. L'historien Sylvain Wagnon, spécialiste de la végétalisation des cours à l'Université de Montpellier, rapporte l'expérience de jardins partagés ouverts aux familles après les heures de classe : « *Les enseignants voient des parents qu'ils ne voyaient jamais, des parents qui ont une connaissance de la terre que les enseignants n'ont parfois pas. Un dialogue se fait, l'ébauche d'une alliance éducative. Ça ouvre des pans entiers au-delà de la question de la végétalisation*[39]. »

En région Bruxelloise, le projet « Ré-création » porté par *Bruxelles-Environnement* et *perspective.brussels*, a lancé un appel auquel 62 écoles ont répondu[40]. Une vingtaine d'établissements ont été sélectionnés dans les lieux qui en ont le plus besoin : les zones de carence en espaces verts, la zone prioritaire de verdoiement du Plan Régional de Développement Durable et dans les zones contribuant aux ilots de chaleur urbain de la Région de Bruxelles-Capitale. « *C'est, en fin de compte, un projet de santé publique. Reconnecter les enfants à la nature, c'est leur permettre d'apprécier l'essentiel* », témoigne Julie Loriaux, architecte chargée du projet[41]. Au printemps 2026, 13 chantiers étaient achevés[42]. En Wallonie, le projet « Ose le vert, recrée ta cour »[43] porté par *Natagora* et *GoodPlanet* intervient dans plus de 400 écoles.

Dans la ville de Paris, des écoles sont même accessibles au grand public en dehors des heures de classe, ce qui permet d'ouvrir l'établissement sur le quartier. Si elle demande des moyens importants de surveillance, cette possibilité intéresse de nombreuses communes. Enfin, la végétalisation des cours n'est qu'un premier pas : certains établissements poursuivent dans leur lancée avec des toitures et façades végétales. Et si, demain, toutes les cours d'école proposaient des espaces de verdure pour l'épanouissement de nos enfants ?

Ecole du dehors

Si la végétalisation des cours permet aux enfants de profiter de la verdure pendant les heures de pause, l'école du dehors va plus loin en enseignant en plein air. Elle s'est développée dans les années 2010, presque en même temps que le concept d'enfant d'intérieur. Contrairement à une animation nature, elle ne se limite pas à une discipline isolée : elle constitue un ensemble de ressources qui complète les enseignements en classe et stimule les différentes formes d'intelligence des élèves. Tout en favorisant la concentration, la curiosité et la coopération, l'école du dehors amène, sans que ce soit son objectif initial, à construire un sentiment d'identité et de responsabilité vis-à-vis du Vivant et de l'environnement culturel, social et naturel. Elle offre une variété d'outils pour enrichir l'enseignement, redonne du sens aux apprentissages. Si les bénéfices de ces pratiques sont indéniables, elles représentent toutefois un défi : formation spécifique des enseignants, contraintes administratives et de sécurité, organisation logistique, gestion des groupes hors de l'école, adaptation des contenus… L'approche rencontre du succès en maternelle et en primaire, mais reste plus rare dans le secondaire. Pourtant, c'est à l'adolescence que les écrans envahissent le plus la vie des enfants. Heureusement, des expériences pionnières existent, comme à l'école EOLE de Jambes, où cette approche est intégrée aux apprentissages[44].

UNE ACCESSIBILITÉ POUR TOUS !

Antoine Groslambert, chargé de mission pour *GoodPlanet*, soulève les inégalités d'accès à la vie extérieure. « *Malheureusement, l'accès à la nature, bénéfique pour la santé, est très inégalement réparti. En effet, des études révèlent que les enfants ne sont pas égaux en termes de conditions de vie environnementales. B@SEBALL montre que les enfants ayant un statut socio-économique élevé se sentent plus proches de la nature et ont une attitude plus positive à l'égard des jeux en plein air*. »

L'accès au dehors, que ce soit seul, en famille ou via l'école, n'est pas possible sans une place pensée pour les enfants dans l'espace public. Il est important de questionner les politiques sur l'aménagement des villes, des écoles ou des autres institutions : réflexion profonde sur la sécurité dans les parcs et sur la voirie, accès à un espace vert, végétalisation des cours d'école, formation globale des enseignants et des accompagnants de la petite enfance… Sans oublier de questionner les services de santé publique.

Il est temps de promouvoir le « temps de dehors » comme on encadre le temps d'écran. Pourquoi ne pas voir apparaître des campagnes de sensibilisation au temps minimum recommandé à l'extérieur ?

Alexandre Dumas (1802-1870) avait déjà en la matière quelques recommandations claires : « *Les enfants devraient vivre au grand air, face à face avec la nature qui fortifie le corps, qui poétise l'âme et éveille en elle une curiosité plus précieuse pour l'éducation que toutes les grammaires du monde.* » De gaité ou à contrecœur, mais toujours pour leur bien, poussons les enfants dehors !

***

CHAPITRE 4 : POUR UNE GÉNÉRATION SANS PESTICIDES

La campagne « Génération sans tabac » s'est développée en Belgique afin de protéger nos enfants du tabagisme passif. Elle comporte une série de mesures pour bannir le tabac et la nicotine de l'environnement de vie des jeunes. Et si une campagne similaire était mise en place pour protéger nos enfants des pesticides ? Des citoyens se sont penchés sur les freins et ont pensé les leviers à activer en ce sens.

Par Sylvie La Spina, rédactrice chez *Nature & Progrès*

Dans le cadre de ses missions en éducation permanente, *Nature & Progrès* a organisé des rencontres citoyennes afin de discuter des défis rencontrés par les parents, à l'heure actuelle, pour protéger leurs enfants des pesticides. Les participants ont imaginé les différents leviers qui peuvent être activés pour « une génération sans pesticides ».

TABAC, PESTICIDES, MÊME COMBAT

La campagne « Génération sans tabac »[45] (ou « Génératie Rookvrij » fut lancée en mai 2018 par l'*Alliance pour une société sans tabac*, un concept belge qui s'est ensuite propagé à l'échelle internationale. Elle ambitionne un changement radical de stratégie dans la lutte contre le tabagisme : au lieu d'essayer uniquement de convaincre les fumeurs actuels d'arrêter, l'objectif est de protéger une génération entière d'enfants pour qu'elle ne commence jamais à fumer. L'idée est donc que tous les jeunes nés à partir de 2019 puissent grandir dans un environnement sans tabac ni nicotine. En protégeant cette génération tout au long de sa croissance, les enfants atteindront l'âge adulte sans avoir développé de dépendance. L'objectif officiel est de faire tomber le taux de fumeurs à moins de 5 % d'ici 2040. Le but est de « dénormaliser » la cigarette aux yeux des plus jeunes. Si un enfant grandit sans voir d'adultes fumer dans son environnement quotidien (plaines de jeux, clubs de sport, abords des écoles), le tabac ne fera pas partie de sa réalité.

Un parallèle peut être fait entre tabac et pesticides. On sait que l'exposition pendant les mille premiers jours de l'enfant va conditionner sa santé tout au long de sa vie. Un fœtus, un bébé ou un enfant qui ingère des pesticides via son alimentation subit une intoxication passive – comme le tabagisme passif : il ne choisit pas et subit les effets de son environnement. La similitude des enjeux entre tabac et pesticides a amené des citoyens à imaginer une stratégie « Génération sans pesticides ».

QUELLES ACTIONS ?

Les rencontres citoyennes ont soulevé la nécessité de toucher l'ensemble de la société via des actions d'information et de sensibilisation, le soutien financier des acteurs et le renforcement des normes.

Informer et sensibiliser

Contrairement au tabac, les pesticides restent largement invisibles dans la vie quotidienne. Une pomme bio et une pomme conventionnelle ont la même apparence. Les deux sont contrôlées et validées par l'AFSCA qui est l'organisme officiel chargé de protéger la santé de tous les consommateurs. Pourtant, les effets des pesticides et des cocktails de pesticides sont maintenant bien connus, et insuffisamment pris en compte par l'Agence tout comme par l'EFSA au niveau européen. Les citoyens ne savent donc pas quels risques ils encourent et font encourir à leurs enfants lorsqu'ils consomment des aliments contenant des résidus de pesticides, même des produits aussi sains pour la santé que des fruits et légumes (conventionnels).

« *Il y a plus de recommandation et de lobbying autour des compléments alimentaires de grossesse que sur l'importance de l'alimentation bio* », relève un participant. La sensibilisation des femmes enceintes et jeunes mamans sur l'importance des aliments bio est très faible, et les discours concernant la source d'eau à privilégier divergent selon les sources. Or, les scandales récents autour des PFAS ont révélé que l'eau du robinet aussi bien que l'eau en bouteille sont contaminées par des résidus nocifs pour la santé des adultes, et encore plus pour les publics fragiles que sont les femmes enceintes et les jeunes enfants.

Une information claire, utilisable et indépendante est donc nécessaire, accompagnée de formations, d'ateliers, de moments d'échanges. Elle devrait être intégrée dans le parcours de grossesse des futures mamans au même titre que la préparation à l'accouchement. L'information doit également toucher le corps médical et les collectivités (hôpitaux, crèches et écoles).

Faut-il communiquer de manière positive sur les bienfaits du bio, ou via des campagnes percutantes mettant en avant les conséquences des pesticides sur la santé ? Si les preuves scientifiques du lien entre pesticides et maladies n'est pas facile à démontrer, il a été jugé suffisant pour reconnaître, en France, trois maladies professionnelles liées aux pesticides pour lesquelles des indemnisations peuvent être demandées par les agriculteurs (lire notre analyse 2026/16[46]). Les discussions citoyennes ont mis en évidence que les deux approches sont nécessaires et devraient être combinées. « *Ce qui manque aujourd'hui, c'est du concret. Les gens ne visualisent pas le danger.* ». Il a été proposé de développer des outils simples de vulgarisation présentant quelques impacts sanitaires clairement établis et compréhensibles par tous.

L'information et la sensibilisation doivent prendre en compte les freins mis en évidence par les parents. Les participants aux rencontres citoyennes relèvent le manque de temps disponible dans une vie rythmée par le travail, les obligations administratives, les déplacements et les tâches ménagères. Cette pression limite souvent la capacité à cuisiner, jardiner, réparer, fabriquer ou simplement prendre du recul sur ses choix de consommation. Par ailleurs, il existe un besoin fort de solidarité, de réseau et d'entraide. Beaucoup ont le sentiment que la société isole les parents et fait reposer sur eux seuls une responsabilité qui devrait être davantage partagée. Des échanges sont nécessaires autour des questions de parentalité, d'écologie et de justice sociale. « *Être parent, c'est vraiment une question de société. On dit qu' « il faut tout un village pour élever un enfant ». Je trouve qu'il y a toute une responsabilité qui est sociale et collective au niveau de l'éducation des jeunes.* » Enfin, plusieurs participants ont évoqué le climat anxiogène lié aux crises écologiques et sociales. Ils ont souligné l'importance de maintenir des

perspectives positives et de continuer à imaginer des alternatives désirables pour les générations futures.

Soutenir financièrement

Ne pas agir coûte cher. Les impacts des pesticides sur la santé et sur l'environnement sont gigantesques et reposent entièrement sur les épaules de la société. Si les mesures permettant de faire payer les pollueurs peinent à trouver leur chemin (lire nos analyses 2026/06[47], 10[48], 20[49]), il serait possible de soutenir davantage et durablement l'alimentation bio pour faciliter l'accessibilité des produits pour toutes et tous et généraliser ce mode de production. L'argent investi dans une agriculture sans pesticides serait largement récupéré à travers la réduction des moyens nécessaires pour épurer l'eau, pour préserver la biodiversité, pour soigner les maladies qui y sont liées, etc.

Des subventions à la production et à la transformation bio devraient être mis en place à la hauteur des services rendus à la société. Des dispositifs comme le PASS de Manger Demain devraient être renforcés et concentrés sur l'alimentation biologique, en plus de ses critères actuels (alimentation locale, produits frais et de qualité). Actuellement, cette initiative renforce l'accessibilité d'une alimentation « durable » des femmes enceintes, des familles monoparentales, des bénéficiaires de l'intervention majorée (statut BIM), des structures d'accueil et d'hébergement social[50] et des étudiants[51].

Enfin, un levier essentiel aux yeux des citoyens est celui de l'alimentation collective, en particulier des hôpitaux, crèches et écoles. *« Cela permet d'agir collectivement plutôt que de faire peser la responsabilité uniquement sur les familles ». « On sait qu'il y a énormément d'inégalités au sein des foyers du milieu social, de la sensibilité des parents… L'école, c'est le levier qui permettra l'accessibilité à une alimentation saine et bio pour tous, un projet collectif. »*

Si des dispositifs se développent depuis plusieurs années pour renforcer l'alimentation durable dans les écoles, elles concernent surtout l'alimentation locale, et ne visent pas spécifiquement le bio. « *Doit-on se contenter du manger local pour nos enfants ?* », interpelle un participant ? Non, ce n'est pas suffisant. La production wallonne pourrait couvrir les besoins des collectivités du territoire, et ce débouché serait un important stimulant pour le développement des filières bio (lire notre étude 2024/01[52]). Par ailleurs, des coupes budgétaires ont récemment causé la suppression ou la diminution des financements destinés aux repas scolaires dans les écoles accueillant des publics précarisés.

Renforcer les normes

A l'occasion d'une étude des résidus de pesticides dans des pommes conventionnelles, *Nature & Progrès* a dénoncé le trop faible niveau des normes. Une loi qui ne protège pas suffisamment les femmes enceintes et les enfants. « *Pour les enfants de moins de trois ans, la réglementation européenne adopte une approche de précaution et fixe des limites strictes pour les résidus de pesticides dans les aliments transformés, afin de protéger leur développement (normes babyfood). Les jeunes parents ne savent pas que nourrir leurs enfants avec des fruits ou légumes frais conventionnels plutôt que des produits transformés augmente en réalité leur exposition aux pesticides. Il est inacceptable que les autorités publiques belges et européennes ne fassent aucune campagne d'information et de promotion de l'alimentation biologique, particulièrement pour les jeunes enfants et les femmes enceintes* », déplore Virginie Pissoort, responsable de

plaidoyer. Il est donc important de mettre en place l'application de critères sur la présence de produits neurotoxiques (ou de résidus) dans les produits non transformés.

Par ailleurs, les effets cocktails ne sont toujours pas pris en compte dans les procédures d'évaluation des pesticides alors que leurs effets sont bien démontrés. Le projet de loi « Omnibus » actuellement en discussion risque de réduire encore la protection de la santé des consommateurs en affaiblissant la procédure d'autorisation des pesticides (lire notre analyse 2026/05[53]).

Enfin, l'Agence Fédérale pour la Santé de la Chaine Alimentaire (AFSCA), chargée de protéger la santé des consommateurs, est depuis 2008 sous la tutelle du ministre fédéral de l'Agriculture et non du ministre fédéral de la Santé. A l'époque, c'est Sabine Laruelle, ancienne directrice générale de la Fédération wallonne de l'agriculture – le plus gros syndicat agricole wallon – qui fut nommée ministre de l'Agriculture, ce qui suscita des critiques étant donné le conflit d'intérêt possible entre la promotion de l'agriculture et l'indépendance des contrôles sanitaires[54]. L'objectif de l'Agence de protéger la santé publique passe-t-il bien au premier plan ? Un co-portage politique par les ministres de l'agriculture et de la santé ne serait-il pas une meilleure option ?

DEMAIN SANS PESTICIDES

En 2025, une série d'auditions parlementaires a été menée pour explorer la problématique des pesticides agricoles. Elle donna lieu, en octobre 2025, à des « Etats généraux de la Protection des cultures ». Initiés par la Ministre wallonne de l'Agriculture, Anne-Catherine Dalcq, ils ont consisté en une série de sessions de travail organisées avec les différentes filières agricoles, pour identifier les leviers permettant de réduire l'usage de pesticides. Une volonté que la Ministre a réitérée lors de l'inauguration, voulant faire de cet événement un véritable « tournant », et non une énième table ronde, « *avec la ferme volonté de diminuer l'utilisation des produits phytosanitaires* ». Les résultats de cette initiative furent décevants[55].

Un collectif a vu le jour en mai 2026 pour porter les revendications d'un avenir sans pesticides en Wallonie et à Bruxelles. La mobilisation veut placer la question des dangers des pesticides agricoles dans le débat public en organisant, tous les 13 du mois, des actions de sensibilisation et d'interpellation des pouvoirs publics. Une initiative qui vise l'adoption de mesures ambitieuses pour une première génération sans pesticides… suivie de nombreuses autres.

***

CONCLUSION

Parent, le parcours du combattant ? Elever ses enfants dans les meilleures conditions possibles relève aujourd'hui du défi pour nombre d'entre-nous. Un enjeu trop souvent considéré comme individuel alors que le droit à une alimentation saine et à un environnement sain, piliers de la santé, sont des problématiques collectives. Prendre soin de nos enfants doit donc passer par des politiques ambitieuses, notamment en matière de prévention santé.

Des études ont montré que l'on retrouve des résidus de pesticides jusque dans le cordon ombilical des nouveau-nés. Les preuves scientifiques de l'impact de ces substances pendant les mille premiers jours s'accumulent. Pourtant, les campagnes d'information des parents et futurs parents ne développent pas les risques liés à la qualité de l'alimentation ni à celle de l'eau, pourtant les principaux responsables de l'exposition aux produits toxiques.

Pour *Nature & Progrès*, l'Etat belge autant que l'Europe sont en défaut de prévention. L'association dénonce déjà depuis de nombreuses années d'importantes lacunes dans les processus d'autorisation des pesticides chimiques de synthèse : conflit d'intérêt évident du fait que les études soient réalisées par les firmes productrices elles-mêmes, prise en compte partielle des impacts sur la santé humaine et environnementale, absence de considération des effets cocktail… Une réglementation en cours de détricotage avec le projet Omnibus, qui vise un renouvellement automatique des autorisations des substances actives et une procédure facilitée.

Seule une politique ambitieuse de soutien à l'agriculture biologique peut réellement protéger nos enfants des résidus toxiques présents dans l'alimentation et dans l'eau. Car on ne peut pas, aujourd'hui, décemment demander aux citoyens de filtrer les PFAS que contient l'eau du robinet ou l'eau en bouteilles. Il faut arrêter de produire ces polluants à la source. Les pesticides PFAS, comme les autres pesticides, font partie des substances à bannir de notre environnement. Les études de *PAN Europe* et de *Nature & Progrès* ont démontré comment les résidus de pesticides sont détectés dans les pommes et les fraises conventionnelles : des substances pourtant reconnues au niveau européen pour leur forte toxicité. La consommation de fruits et de légumes, sources de fibres, est pourtant recommandée pour les enfants comme pour les adultes.

L'accès à l'alimentation biologique de chaque citoyen, et en particulier des femmes enceintes et des jeunes enfants, doit être soutenu, et les normes protégeant les citoyens des pesticides doivent être renforcées. *Nature & Progrès* appelle nos responsables politiques à mettre en place une stratégie « Génération sans pesticides » assortie de mesures ambitieuses pour bannir les pesticides de notre environnement, de nos aliments et de notre eau, et préserver la santé de tous les enfants. *Pour notre santé et celle de la Terre.*

***

REFERENCES

[1] Miglioranza E., Rullo L., Alvente S., Bastianini S., Coraci D., Lo Martire V., Losapio L.M., Matteoli G., Morosini C., Volino E., Silvani A., Rimondini R. Candeletti S., Romualdi P., Zoccoli G et Berteotti, C. 2025. Long lasting effects of perinatal exposure to the Chlorpyrifos pesticide on sleep, breathing, and neuroinflammation in adult mice. *Plos one* 20(8), e0328581. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0328581

[2] Lepeule, J., Broséus, L., Jedynak, P., Masdoumier, C., Philippat, C., Guilbert, A., & Nakamura, A. (2024). Expositions environnementales et modifications de l'épigénome dans la période des 1000 premiers jours de vie. *Médecine/sciences* 40(12) : 947-954. https://www.medecinesciences.org/fr/articles/medsci/full_html/2024/11/msc240129/msc240129.html

[3] D'autres références sur l'impact des 1.000 premiers jours pour la santé sont :

- Almeida D.L., Pavanello A., Saavedra L.P., Pereira T.S., de Castro-Prado M.A.A., de Freitas Mathias P.C. 2019. Environmental monitoring and the developmental origins of health and disease. *J Dev Orig Health Dis*. 10(6) : 608-615.
- Denicola N., Zlatnik M.G., Conry J. 2018. Toxic environmental exposures in maternal, fetal, and reproductive health. *Contemporary Ob/gyn* 63.9 : 34-38. https://www.contemporaryobgyn.net/view/toxic-environmental-exposures-maternal-fetal- and-reproductive-health
- Grason H. A., & Misra D. P. 2009. Reducing exposure to environmental toxicants before birth: moving from risk perception to risk reduction. *Public health reports*, 124(5) :629–641. https://doi.org/10.1177/003335490912400505
- Fleming T. P., Watkins A. J., Velazquez M. A., Mathers J. C., Prentice A. M., Stephenson J., Barker M., Saffery R., Yajnik C. S., Eckert J. J., Hanson M. A., Forrester T., Gluckman P. D., & Godfrey K. M. 2018. Origins of lifetime health around the time of conception : causes and consequences. *Lancet* 391(10132) :1842–1852. https://doi.org/10.1016/S0140-6736(18)30312-X
- Di Renzo G. C., Conry J. A., Blake J., DeFrancesco M. S., DeNicola N., Martin J. N., Jr, McCue K. A., Richmond D., Shah A., Sutton P., Woodruff T. J., van der Poel S. Z., & Giudice L. C. 2015. International Federation of Gynecology and Obstetrics opinion on reproductive health impacts of exposure to toxic environmental chemicals. *International journal of gynaecology and obstetrics* 131(3) : 219–225. https://doi.org/10.1016/j.ijgo.2015.09.002
- McCue K., & DeNicola N. 2019. Environmental exposures in reproductive health. *Obstetrics and gynecology clinics of North America* 46(3) : 455–468. https://doi.org/10.1016/j.ogc.2019.04.005

[4] https://www.one.be/fileadmin/user_upload/siteone/PARENTS/brochures/carnet-de-grossesse-2025-acc.pdf

[5] ONE. 2021. Boire, c'est important ! Quelle eau choisir ? *Flash Accueil* 42. https://www.one.be/fileadmin/user_upload/siteone/PRO/Milieux_accueil/Flash_accueil/FA42-Sante-Environnement-Boire__c_est_important_.pdf

[6] https://www.inasep.be/eau-et-femmes-enceintes consulté le 16 septembre 2026

[7] https://www.swde.be/fr/leau-du-robinet-conseils-pour-les-femmes-enceintes-et-les-nourrissons

[8] https://www.swde.be/fr/leau-et-les-pfas-que-faut-il-savoir

[9] https://www.natpro.be/tfa-le-polluant-eternel-dans-leau-que-nous-buvons/

[10] La Première - Lutte contre les pesticides : "Les politiques nient l'évidence scientifique", alerte la Société Scientifique de Médecine Générale - Docteur Coquelicot

[11] https://www.strasbourg.eu/ordonnance-verte

[12] https://www.strasbourg.eu/-/l-ordonnance-verte-change-les-habitudes

[13] Centre national de ressources textuelles et lexicales (consulté le 31 août 2026) : https://www.cnrtl.fr/definition/collation

[14] Institut Scientifique de Santé Publique. Enquête de consommation alimentaire 2014-2015. Enquêtes, mode de vie et maladies chroniques. 211 pages. https://www.sciensano.be/sites/default/files/resume_fr_finaal_web_1.pdf

[15] CNRS. 2025. Alimentation ultra-transformée : des risques pour la santé même sans excès calorique. https://www.insb.cnrs.fr/fr/cnrsinfo/alimentation-ultra-transformee-des-risques-pour-la-sante-meme-sans-exces-calorique

[16] Institut Scientifique de Santé Publique. Enquête de consommation alimentaire 2014-2015. Enquêtes, mode de vie et maladies chroniques. 211 pages. https://www.sciensano.be/sites/default/files/resume_fr_finaal_web_1.pdf

[17] https://www.produits-laitiers.com/petite-histoire-du-lait-a-lecole/

[18] https://agriculture.ec.europa.eu/common-agricultural-policy/market-measures/school-scheme-explained_fr

[19] Lafay J-C, Bocle E, Kalonji J-L, Berta A, Martin L. 2004. La collation matinale : fréquence, composition alimentaire et impact sur la nutrition des enfants. *Cahiers de Nutrition et de Diététique* (39/6) : 401-408. https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S000799600494480X

[20] 2004, Anses

[21] AFSSA. 2004. Avis de l'Agence française de sécurité alimentaire des aliments relatif à la collation matinale à l'école. Saisine n°2003-SA-0281. https://share.google/7u1tH7haL8E31C0jV

[22] Sciensano : https://www.sciensano.be/fr/resultats-de-lenquete-nationale-de-consommation-alimentaire-2022-2023/recommandations-alimentaires

[23] Lire notre analyse : Pissoort V. 2026. Quand les fraises racontent l'histoire des pesticides. *Valériane* n°181. https://www.natpro.be/quand-les-fraises-racontent-lhistoire-des-pesticides/

[24] Lire notre analyse : Pissoort V. 2026. Autorisation des pesticides : vers une procédure « light » ? *Valériane* n° 178. https://www.natpro.be/autorisation-des-pesticides-vers-une-procedure-light/

[25] Roosen M. 2019. Comment le lobby du lait embrigade les enfants à l'école. https://www.ladn.eu/entreprises-innovantes/transparence/comment-lobby-lait-embrigade-enfants/#:~:text=Exercices%20lacto%2Dludiques,de%20l'%C3%89conomie%20Laiti%C3%A8re

[26] https://www.cniel.com/le-cniel-en-actions/comprendre-et-informer-le-consommateur

[27] Karsten, L. et van Vliet W. 2006. Children in the city: reclaiming the street. *Children, Youth and Environments* 16(1) : 151-167. https://www.researchgate.net/publication/254897061_Children_in_the_city_Reclaiming_the_street

[28] HCFEA. 2024. Quelle place pour les enfants dans les espaces publics et la nature ? Education, santé, environnement. Rapport adopté par le Conseil de l'enfance et de l'adolescence. 254 pages. https://hcfea.gouv.fr/rapport-du-conseil-de-lenfance-et-de-ladolescence-quelle-place-pour-les-enfants-dans-les-espaces-publics-et-la-nature-education-sante-environnement-adopte-le-17-octobre-2024

[29] OMS. 2013. Combined or multiple exposure to health stressors in indoor built environments. Rapport. 82 pages. https://cp-catapult.s3.amazonaws.com/uploads/2021/01/Combined-or-multiple-exposure-to-health-stressors-in-indoor-built-environment.pdf

[30] Rivière C. 2021. Les enfants dans la ville. Enquête auprès des parents à Paris et Milan. *Presses universitaires de Lyon*, 180 pages. https://books.openedition.org/pul/36890?lang=fr

[31] Bousquet-Bérard C. et Pascal A. 2024. Enfants et écrans. A la recherche du temps perdu. *Présidence de la République*, rapport, 142 pages. https://www.vie-publique.fr/rapport/293978-exposition-des-enfants-aux-ecrans-rapport-au-president-de-la-republique

[32] ANSES. 2020. Avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif à l'évaluation des risques liés aux niveaux d'activité physique et de sédentarité des enfants et des adolescents. Saisine n°2017-SA-0064_a. https://www.anses.fr/system/files/NUT2017SA0064-a.pdf?download=1

[33] Lengrand C. 2025. Un microbiote diversifié pour tous. https://www.natpro.be/un-microbiote-diversifie-pour-tous/

[34] B@SENALL – Biodiversity at school environmens bénéfits for all. https://www.belspo.be/belspo/brain2-be/projects/FinalReports/B@SEBALL_summ_fr.pdf

[35] Cornelis E. *et al.* 2012. La mobilité en Belgique en 2010 : résultats de l'enquête BELDAM. SPF Mobilité et Transports. 352 pages.

[36] Bradfer F. 2011. Jeunes et mobilité. *La CeMathèque* 31.

[37] Ligue des familles. 2018. Améliorer la mobilité et la sécurité aux abord des écoles. 8 pages. https://liguedesfamilles.be/storage/21896/2018-12-05-analyse----sécurité-et-mobilité-aux-abords-des-écoles-+-CT2.pdf

[38] Tous à pied. 2019. Un pédibus, c'est quoi ? A quoi ça sert ? Est-ce efficace ? Article en ligne : https://www.tousapied.be/articles/un-pedibus-cest-quoi-a-quoi-ca-sert-est-ce-efficace/

[39] Sous le goudron, la révolution végétale des cours d'école. Podcast de France Culture, émission *La Terre au Carré* du 11 mars 2026. https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/la-terre-au-carre-du-mercredi-11-mars-2026-7096576

[40] https://environnement.brussels/enseignement/news/2025/operation-re-creation-4-chantiers-termines#des-espaces-recreatifs-vegetalises
[41] https://www.rtbf.be/article/moins-de-beton-plus-de-nature-vegetaliser-la-cour-de-recreation-pour-repondre-a-des-enjeux-transversaux-11724393
[42] A découvrir ici : https://www.bubble.brussels/operation-re-creation-13-chantiers-acheves-2/
[43] https://www.oselevert.be/index.php
[44] https://www.ecolesecondaireeole.be/
[45] https://alliancesocietesanstabac.be/
[46] La Spina S. 2026. Faire reconnaitre les maladies professionnelles liées aux pesticides. Analyse 2026/16. https://www.natpro.be/faire-reconnaitre-les-maladies-professionnelles-liees-aux-pesticides/
[47] Lengrand C. 2026. Pesticides : qui paie les dégâts ? Analyse 2026/06. https://www.natpro.be/pesticides-qui-paie-les-degats/
[48] Lengrand C. 2026. Faire payer les pollueurs, une mesure vraiment efficace ? Analyse 2026/10. https://www.natpro.be/faire-payer-les-pollueurs-une-mesure-vraiment-efficace/
[49] Lengrand C. 2026. Faire du principe du pollueur-payeur un levier d'action. Analyse 2026/20. https://www.natpro.be/faire-du-principe-du-pollueur-payeur-un-levier-daction/
[50] https://www.mangerdemain.be/bons-dachat-page-commande-formulaires-pass/
[51] https://www.mangerdemain.be/pass/
[52] La Spina S. 2024. Rendre la bio accessible pour tous via l'alimentation collective. Etude 2024/01 https://www.natpro.be/rendre-la-bio-accessible-pour-tous-via-lalimentation-collective/
[53] Pissoort V. 2026. Autorisation des pesticides, vers une procédure « light » ? Analyse 2026/05. https://www.natpro.be/autorisation-des-pesticides-vers-une-procedure-light/
[54] https://www.rtbf.be/article/tout-savoir-sur-l-afsca-depuis-quand-comment-pourquoi-payee-par-qui-9864639
[55] Lire notamment l'analyse de Gaëtan Seny (*Natagora*) : Etats généraux des pesticides, un tournant à saisir d'urgence. https://www.natagora.be/news/etats-generaux-des-pesticides-un-tournant-saisir-durgence



NATURE & PROGRES Belgique
Rue de Dave 520, 5100 Jambes
081 30 36 90 - info@natpro.be
www.natpro.be

NATURE & PROGRÈS BELGIQUE

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES